Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

«Nous voulons la paix»: Nicolas Maduro demande aux Américains de s'opposer à l'administration Trump

Par Lucas Léger
Mondialisation.ca, 06 avril 2020
RT France

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Guerre USA OTAN

Le président du Venezuela a adressé au peuple américain une longue lettre en anglais dans laquelle il dénonce les desseins supposés de l'administration Trump, sur le point selon lui de lancer un «conflit militaire» dans la région.

«Non à la guerre des Etats-Unis contre le Venezuela» : c'est par ces mots, et un appel à lever les sanctions contre son pays, que le président du Venezuela Nicolas Maduro conclut un courrier de trois pages, écrit en anglais, adressé au peuple américain le 3 avril.

> Amidst our relentless struggle against #Covid_19, I've sent a letter to the people of the U.S. with a message of solidarity and a call for Peace. No supremacist aggression can break our fraternal ties. pic.twitter.com/5GCPs8JjcG
>
> — Nicolás Maduro (@NicolasMaduro) April 5, 2020

(Voir la traduction de la lettre en français à la fin de l'article)

Commençant par exprimer sa «solidarité» avec le peuple des Etats-Unis, durement frappé par le Covid-19, Nicolas Maduro dénonce ensuite le «plus grand déploiement militaire américain dans la région des trente dernières années», destiné selon lui à menacer son pays et à enclencher dans la région un «coûteux, sanglant conflit militaire à durée indéterminée».

Je vous demande de tout cœur de ne pas laisser votre pays être entraîné dans une nouvelle guerre sans fin «Je vous demande de tout cœur de ne pas laisser votre pays être entraîné dans une nouvelle guerre sans fin, un autre Vietnam, un autre Irak, mais cette fois près de chez vous», a exhorté le chef d'Etat, appelant les Américains à interpeller leurs dirigeants et à les «forcer à concentrer leur attention» sur la «résolution de la pandémie».

«Les peuples des Etats-Unis et du Venezuela ne sont pas si différents que leurs mensonges essaient de nous le faire croire», a en outre plaidé le président de la République bolivarienne. Evoquant l'épidémie de Covid-19, dont la propagation aux Etats-Unis est hors de contrôle, Nicolas Maduro accuse le président américain de ne pas chercher à «changer le système de santé pour donner la priorité à des soins complets à la population», mais au

contraire de favoriser «la médecine privée lucrative, les compagnies d'assurance et l'industrie pharmaceutique».

Enfin, Donald Trump a selon lui «minimisé et même nié» la crise, «de la même façon qu'il l'a fait avec le changement climatique».

«Narco-terrorisme»

La tête du dirigeant vénézuélien est désormais mise à prix aux Etats-Unis, où Nicolas Maduro est officiellement inculpé de «narco-terrorisme» depuis le 26 mars. Washington offre désormais 15 millions de dollars pour toute information qui permettrait de l'arrêter.

» «En ce moment, nous devons faire tout notre possible pour débarrasser le pays de cette clique corrompue», a déclaré William Barr, le Procureur général des Etats-Unis (équivalent américain du ministre de la Justice).

Quelques jours plus tard, le 1er avril, Washington a lancé une importante opération antidrogue en mer des Caraïbes, destinée à enrayer le trafic venant d'Amérique latine, dont dépendraient, pour se maintenir au pouvoir, des «acteurs corrompus comme le régime illégitime de Maduro», selon les termes du ministre étasunien de la Défense, Mark Esper. Composé de destroyers, de navires de combat et d'avions de surveillance supplémentaires de l'armée américaine, l'opération est soutenue par 22 Etats, dont «Sainte Lucie, Haïti, le Panama, la Colombie, Costa Rica, le Honduras et le Guatemala, tous situés autour du bassin Caraïbe», rappelait le 3 avril la radio publique française Martinique 1ère.

Dans son courrier, Nicolas Maduro a dénoncé des accusations portées contre lui «sans montrer aucune preuve» et ce «malgré les informations du département [américain] de la Défense lui-même», qui estimerait selon lui que la drogue transite surtout par la «Colombie et le Honduras, deux pays alliés de Washington».

Martinique 1ère estime pour sa part que c'est par le Guatemala, allié de Washington dans l'opération antidrogue, que la plupart des stupéfiants passent, le Venezuela étant considéré, d'après les termes de ce média, comme un «petit joueur» du narcotrafic.

Lucas Léger

> Caracas, le 3 avril 2020
>
> Au peuple des États-Unis d'Amérique :
>
> Depuis des semaines maintenant, le monde s'arrête, essayant de contrôler une pandémie qui, sans aucun doute, est le plus grand défi auquel nous avons fait face ensemble en tant que société et communauté internationale. Notre priorité est d'y faire face, tout comme la priorité du peuple des États-Unis.
>
> Heureusement, au Venezuela, nous avons pu compter sur certains avantages. Nous avons pris très tôt des mesures de distanciation sociale et nous avons amplifié le dépistage, en nous appuyant sur notre système de santé publique et gratuit qui compte des médecins dans tout le pays avec ce que nous appelons la famille. Nous nous appuyons également sur les précieuses organisations communautaires pour contribuer à la sensibilisation sociale et soutenir les secteurs les plus vulnérables. La solidarité de Cuba, de la Chine et de la Russie, et le soutien de l'Organisation mondiale de la santé nous ont également permis d'obtenir les fournitures médicales nécessaires malgré les

sanctions illégales de Donald Trump.

En vous exprimant ma solidarité face à cet important défi historique, ainsi que notre consternation et notre chagrin face aux conséquences de la pandémie aux États-Unis, j'ai également l'obligation de vous faire savoir qu'alors que le monde se concentre sur la gestion de l'urgence COVID-19, l'administration Trump, instrumentalisant une fois de plus les institutions afin de réaliser des objectifs électoraux, et se basant sur des infamies sous le prétexte de la guerre contre la drogue, a ordonné le plus grand déploiement militaire américain dans notre région au cours des 30 dernières années, dans le but de menacer le Venezuela et d'amener dans notre région un conflit militaire coûteux, sanglant et de durée indéterminée.

Dans la perspective de cette manoeuvre fallacieuse, le 26 mars dernier, William Barr, un procureur général à l'indépendance douteuse (qui a recommandé l'invasion du Panama en 1989 contre Noriega et a contribué à dissimuler les irrégularités du scandale Iran-Contra) a déposé, sans montrer la moindre preuve, des accusations de trafic de drogue vers les États-Unis contre moi-même et contre de hauts fonctionnaires de l'État vénézuélien, même si les données du ministère de la Défense lui-même montrent que, contrairement à la Colombie et au Honduras, deux des pays alliés de Washington, le Venezuela n'est pas un pays de transit principal vers les États-Unis.

Il est clair que l'administration Trump crée un écran de fumée pour brouiller la gestion improvisée et erratique de la pandémie aux États-Unis. Les prévisions les plus optimistes montrent que près de 240 000 âmes seront perdues aux États-Unis. Dès le début, Donald Trump a minimisé et même nié, comme il l'a fait pour le changement climatique. Aujourd'hui, la crise aux États-Unis s'aggrave simplement parce que, bien qu'il en ait les moyens, il n'est pas disposé à transformer le système de santé pour donner la priorité aux soins complets pour la population au lieu de la médecine privée à but lucratif, des compagnies d'assurance et de l'industrie pharmaceutique.

Au Venezuela, nous ne voulons pas d'un conflit armé dans notre région. Nous voulons des relations fraternelles de coopération, d'échange et de respect.

Nous ne pouvons accepter ni les menaces de guerre, ni les blocus, ni l'intention d'installer une tutelle internationale qui viole notre souveraineté et désavoue les progrès réalisés l'année dernière dans le dialogue politique sincère entre le gouvernement et une grande partie de l'opposition vénézuélienne qui veut des solutions politiques et non des guerres du pétrole.

Compte tenu de ce qui précède, j'appelle le peuple des États-Unis à mettre un terme à cette folie, à demander des comptes à vos fonctionnaires et à les obliger à concentrer leur attention et leurs ressources sur la lutte urgente contre la pandémie. Je demande également, parallèlement à la fin des menaces militaires, la fin des sanctions et du blocus illégaux qui restreignent l'accès des biens humanitaires qui sont si nécessaires pour le pays aujourd'hui. Je vous demande de tout cœur de ne pas laisser votre pays être entraîné une fois de plus dans un autre conflit sans fin, un autre Viet Nam, un autre Irak, mais cette fois, plus près de chez lui.

Les peuples des États-Unis et du Venezuela ne sont pas aussi différents que leurs mensonges veulent nous le faire croire. Nous sommes des peuples en quête d'une société plus juste, plus libre et plus compatissante. Ne laissons pas les intérêts particuliers des minorités aveuglées par l'ambition nous séparer. Comme l'a dit un jour notre chef Hugo Chavez, nous partageons le même rêve. Le rêve de Martin Luther King est aussi le rêve du Venezuela et de son gouvernement révolutionnaire. Je vous invite à lutter ensemble pour que ce rêve devienne réalité.

Non à une guerre des États-Unis contre le Venezuela.

Plus de sanctions pénales.

Nous voulons la paix.

Nicolas Maduro Moros

Président de la République bolivarienne du Venezuela

Traduit de l'anglais avec www.DeepL.com/Translator

Lettre originale :

Letter from President Nicolás Maduro to the American people

Letter from President Nicolás Maduro to the American people

La source originale de cet article est RT France
Copyright © Lucas Léger, RT France, 2020

Articles Par : Lucas Léger

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca